



Procès verbal du Conseil de Coordination

Réunion du 10 juillet 2012

0.0 Ouverture

Proposée par le Secrétaire Général

Appuyée par le Comité Femmes

Adoptée à l'unanimité

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

Que Julien Royal et Jean-Michel Savard soient respectivement président et secrétaire du conseil de coordination

Proposée par le Comité journal

Appuyée par le Comité femmes

Adoptée à l'unanimité

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

Que l'on adopte l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Lecture et adoption du procès verbal

2.0 Suivi des Comités et Conseil

2.1 Comité à l'information

2.2 Comité à la recherche et aux affaires académiques

- 2.3 Comité femmes
- 2.4 Comité formation
- 2.5 Comité du journal
- 2.6 Comité légal
- 2.7 Comité négociations
- 2.8 Comité aux luttes sociales
- 2.9 Comité Comité maintien et élargissement de la grève
- 2.10 Comité médias
- 2.11 Conseil exécutif
- 2.12 Conseil régionaux
- 2.13 Secrétaire général

3.0 Prochaine réunion

4.0 Varia

- 4.1 Levée

Proposée par le Secrétaire général

Appuyée par le CRAA

Adoptée à l'unanimité

1.3 Lecture et adoption du procès verbal

Que l'on adopte le procès-verbal du conseil de coordination du 19 juin 2012

Proposée par le Comité négociations

Appuyée par le Comité mobilisation

Adoptée à majorité

2.0 Suivi des Comités et Conseil

2.1 Comité à l'information

Proposition privilégié de passer au point 2.2

Proposé par le Comité informations

Appuyée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques

Adoptée à l'unanimité

Que le comité information produise du matériel d'information (affiches, tracts, feuillets, infographies) sur les nouvelles mesures gouvernementales, sur la loi 78 et sur le retour en grève, selon le plan d'information en annexe B.

Que le comité information mette à jour les sites web de campagne de la CLASSE.

Que le comité information produise des t-shirts et des macarons.

Que le comité information produise un vidéo pour le retour en grève.

Proposé par le Comité à l'information

Appuyée par le Comité femmes

Adoptée à l'unanimité

2.2 Comité à la recherche et aux affaires académiques

Que les procès-verbeaux du Conseil de coordination soient rendus publiques

Proposé par le Comité à la recherche et aux affaires académiques

Appuyée par le Comité femmes

Adoptée à l'unanimité

Que les PVs d'exécutif redeviennent publics, et ce rétroactivement.

Proposée par le Comité à la recherche et aux affaires acadé

Appuyée par le Comité Femmes

Adoptée à l'unanimité

Proposition d'amendement : d'ajouter «aux membres du conseil de coordination et des associations membres qui en font la demande, » après «publics»

Proposée par le Comité formation

Appuyée par le Comité à l'information

Adoptée à l'unanimité

Sur la principale telle qu'amendée : adoptée à l'unanimité

Proposition privilégié : une plénière de 10 minutes sur le nouveau site internet de l'ASSÉ

Proposée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques

Appuyée par le Comité formation

Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégié : une plénière de 10 minutes sur la prise de décision en instance

Proposée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques

Appuyée par le Comité formation

Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégié : un temps de présentation de deux minutes sur l'avancement du travail du CRAA

Proposée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques

Appuyée par le Comité journal

Adoptée à l'unanimité

2.3 Comité femmes

Proposition privilégié : un temps de présentation de deux minutes sur l'avancement du travail du comité femmes

Proposée par le Comité femmes

Appuyée par le Conseil exécutif

Adoptée à l'unanimité

2.4 Comité formation

Proposition privilégié : un temps de présentation de deux minutes sur l'avancement du travail du comité formation suivi d'une période de question

*Proposée par le Comité formation
Appuyée par le Conseil exécutif
Adoptée à l'unanimité*

Que l'on organise un ménage « soft » d'ASSÉ-support ayant comme objectif de procéder au fichage des membres inscrits à la liste

*Proposée par le Comité formation
Appuyée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques
Adoptée à l'unanimité*

2.5 Comité du journal

Proposition privilégiée : un temps de présentation de 5 minutes sur l'état/le plan de publication de l'Ultimatum pour l'année suivi d'une plénière de 15 minutes

*Proposé par le Comité journal
Appuyée par le Comité femmes
Adoptée à l'unanimité*

Que le plan de travail à moyen terme pour le Comité du journal soit :

Un Express par semaine pour la reprise de la grève

Un Ultimatum de rentrée pour la session d'automne en début octobre (8 ou 12 pages)

En cas d'élections, un spécial de quatre pages

*Proposée par le Comité du journal
Appuyée par le Comité femmes
Adoptée à l'unanimité*

Que le comité journal travaille avec les rouge-squad pour évaluer la possibilité de traduction des Ultimatums en anglais

*Proposée par le Comité aux luttes sociales
Appuyées par le Comité femmes
Adoptée à l'unanimité*

2.6 Comité légal

Proposition privilégiée : une présentation de 5 minutes suivi d'une période de question et réponse sur le Projet d'appel aux témoignages lancé en collaboration avec la Ligue des droits et libertés et l'Association des juristes progressiste

*Proposée par le comité légal
Appuyée par le comité femmes
Adoptée à l'unanimité*

Proposition privilégiée : une pause de 10 minutes

Proposition privilégiée : une présentation de 10 minutes suivi d'une période de question sur l'état financier lié au légal

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par le Comité à l'information
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : de retourner au point 2.1

*Proposée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques
Appuyée par le Comité femmes
Adoptée à l'unanimité*

2.7 Comité négociations

2.8 Comité aux luttes sociales

Le comité aux Luttes sociales propose un retour de 5 minutes sur la participation de Rushdia Mehreen au contre-sommet du Sommet rio+20 et sur sa rencontre avec les étudiant-e-s du Brésil et internationales.

*Proposée par le comité aux luttes sociales
Appuyée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques
Adoptée à l'unanimité*

Proposition privilégiée : plénière de 5 minutes sur le manifeste et la demande de joindre la coalition de CSP

*Proposée par le Comité aux luttes sociales
Appuyée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques
Adoptée à l'unanimité*

Que le Conseil de coordination propose de signer le manifeste «We are Many youth, But With One Struggle» au congrès du 14 juillet.

*Proposée par le comité aux luttes sociales
Appuyée par le Comité du journal
Adoptée à l'unanimité*

Que le projet de conférence s'organise sous la forme suivante, et qu'on autorise un budget de 150\$ par soir pour la location des salles :

*1^e conférence : Mercredi : 25 juillet – 19h
CEDA*

*Privatisation des services publics ; (À confirmer)
Mesures d'austérité ; **Éric Martin**
Endettement forcé des ménages : Julia Posca (IRIS)
Financiarisation de l'économie ; **Éric Pineault***

*2^{ème} conférence : Mercredi 1^{er} août : – 19h
Lieu à venir (dans le coin de Côtes des Neiges)*

Luttes, solidarité internationales ; quelqu'un-e du PASC (A.C)

Immigration et loi C-31 : Éric (Immigrant working center)
Plan Nord et néo-colonialisme : Catherine Delisle (Collectif anti-colonial)

3^{ème} conférence : Mercredi ; 8 août – 19h
Lieu à venir (peut-être Centre St-Pierre)

Violence institutionnelle de l'État ; Marc-André Cyr
*Paternalisme de l'État ; **Anahi Morales-Hudon***
Grève sociale, g.g.i et mouvements sociaux ; Francis Dupuis-Déry

Que l'exécutif travaille en collaboration avec le comité pour organiser la mobilisation et la couverture médiatique en vue des conférences. La mobilisation pourrait cibler les événements suivants puisque le public cible est beaucoup plus large que les étudiantes et étudiants ; Assemblées populaires de quartier, consulta pour le retour en classe, groupes communautaires (FRAPRU, Coalition et autres) pour qu'ils et elles l'envoient à leurs membres, assemblées anti-capitalistes, manifestation du 22 juillet, associations étudiantes.

Que le comité info produise une affiche et les 2 dernières brochures pour les conférences.

Proposée par le Comité aux luttes sociales

Appuyée par le Comité femmes

Proposition d'amendement : de remplacer «conseil exécutif» par «Le comité maintien et élargissement, le comité média et le comité information»

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par le comité information

Adoptée à l'unanimité

Proposition d'amendement : de biffer «le 8 août»

Proposée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques

Appuyée par le Comité à l'information

Sur la principale telle qu'amendée : adoptée à l'unanimité

Le comité aux luttes sociales propose que l'on réponde aux groupes étudiants internationaux qui nous ont envoyé des propositions de solidarité, et que le CoCo propose en congrès d'appuyer les luttes étudiantes suivantes : Angleterre, Chili, Colombie, Californie, Argentine et Brésil.

Proposée par le Comité aux luttes sociales

Appuyée par le Comité formation

Adoptée à l'unanimité

Que le Comité aux luttes sociales produise un texte explicatif sur la situation des luttes internationales en Angleterre, au Chili, en Colombie, en Californie, en Argentine et au Brésil.

Proposée par le Comité journal

Appuyée par le Conseil exécutif

Proposition d'amendement : que le comité journal s'assure de la mise en page de ces textes en journal.

Proposée par le Comité aux luttes sociales

Appuyée par le Comité femmes

Pour : 2 Contre : 3 Abstention : 5

Battue à majorité

Considérant que nous demanderons aux groupes étudiants à l'international d'organiser des actions de solidarité avec le mouvement étudiant québécois le 22 juillet prochain,

Le comité aux luttes sociales propose qu'une grande bannière soit créé pour le 22 juillet, soulignant notre solidarité avec les luttes étudiantes à l'international, et notre compréhension que nos luttes sont les mêmes.

Qu'il soit inscrit sur la bannière le nom des pays/régions ou il y a présentement des mouvements de grève étudiante : Argentine, Brésil, Chili, Californie, Colombie, Angleterre.

Proposée par le Comité aux luttes sociales

Appuyée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques

Pour : 6 Contre : 0 Absention : 3

Adoptée à majorité

Le comité aux luttes sociales propose que le conseil de coordination de la CLASSE propose au congrès d'appuyer la grève étudiante mondiale, prévue entre 14 et 21 novembre 2012, et la journée d'actions mondiale le 18 octobre (voir annexe 1).

Que conseil de coordination propose au congrès d'appuyer d'endosser la "déclaration universelle d'engagement" (voir annexe 2 et aussi sur http://ism-global.net/ISM_fr).

Que conseil de coordination propose au congrès d'appeler les étudiant-e-s du Québec à participer à la grève mondiale de novembre 2012 et à organiser des actions le 18 octobre notamment en publicisant ces événements sur la liste ASSE-support et en incitant les étudiant-e-s à en discuter dans les AGs.

Proposée par le Comité aux luttes sociales

Appuyée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques

Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : une plénière de 15 minutes sur le rôle du comité aux luttes sociales et la représentation à l'externe.

Proposée par le Comité informations

Appuyée par le Comité femmes

Adoptée à l'unanimité

Que le conseil de coordination rappelle au Conseil exécutif que le Comité aux luttes sociales a le mandat de promouvoir la solidarité internationale mais que cela ne signifie pas l'exclusivité dans la représentation à l'externe

Proposée par le comité formation

Appuyée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques

*Pour : 5 Contre : 0 Absention : 2
Adopté à majorité*

2.9 Comité Comité maintien et élargissement de la grève

Proposition privilégiée : un temps de présentation de 3 minutes sur le travail du comité

Proposée par le Comité maintien et élargissement de la grève

Appuyée par le conseil exécutif

Adoptée à l'unanimité

2.10 Comité médias

2.11 Conseil exécutif

Le Conseil exécutif propose que l'on lance une campagne de mobilisation pour le retour en grève à partir du 22 juillet.

Que cette campagne comporte les éléments suivants :

- Affichage massif pour créer une ambiance de retour en grève
- Création d'un ou de plusieurs vidéos pour mobiliser sur internet
- Organisation d'une action de perturbation dans la semaine du 6 août»

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques

Adoptée à l'unanimité

Qu'une journée de piquetage en solidarité avec les employé-e-s de la CCQ en grève soit organisé dans les plus brefs délais. Que les portes-paroles de la CLASSE soient présent-e-s et que l'ensemble des membres et la population soient invités à y participer.

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par le Comité à la recherche et aux affaires académiques

Adoptée à l'unanimité

Que l'on tienne une période de lecture de 5 minutes, suivi d'un caucus de comité et conseil de 5 minutes, suivi d'une plénière de 10 minutes à propos du manifeste.

Proposée par le Comité femmes

Appuyée par le Comité formation

Adoptée à l'unanimité

Que l'on adopte le manifeste en annexe Omega.

Proposée par le Comité Femmes

Appuyée à l'unanimité

Adoptée à l'unanimité

2.12 Conseil régionaux

2.13 Secrétaire général

Que l'on élise de façon intérimaire Samuel Ragot au comité information

*Proposée par le Secrétaire général
Appuyée par le Comité formation
Adoptée à l'unanimité*

3

3.0 Prochaine réunion

Que la prochain CC soit le mardi 24 juillet à 18h00

*Proposée par le Comité aux luttes sociales
Appuyée par le Comité femmes
Adoptée à l'unanimité*

4.0 Varia

4.1 Levée

*Proposée par le comité femmes
Appuyée par le conseil exécutif
Adoptée à l'unanimité*

ANNEXE OMEGA

Nous sommes avenir

Le sol du Québec vibre au rythme de centaines de milliers de pas depuis plusieurs mois. Une force d'abord souterraine, auparavant engourdie par un consensus froid, a surgi ce printemps. Cette force a animé étudiantes et étudiants, parents, grands-parents, enfants, travailleuses et chômeurs. Ce qui a commencé comme une grève étudiante est devenu une lutte populaire: la question des frais de scolarité nous aura permis de toucher à un malaise plus profond, de parler d'un problème politique d'ensemble. Parce que, oui, il s'agit d'un problème d'*ensemble*. Et pour y répondre, il est temps de remonter à la racine du problème, de donner corps à notre vision.

Notre vision, c'est celle d'une démocratie directe sollicitée à chaque instant. C'est celle d'un *Nous* qui s'exprime dans les assemblées: à l'école, au travail et dans les quartiers. Notre vision, c'est celle d'une prise en charge permanente de la politique par la population, à la base, comme premier lieu de la légitimité politique. C'est une possibilité pour ceux et celles que l'on n'entend jamais de prendre la parole. Une occasion pour les femmes de parler à titre d'égales, de soulever des enjeux qui, trop souvent, sont négligés ou simplement oubliés. Notre démocratie ne fait pas de promesses: elle agit. Notre démocratie ne nourrit pas le cynisme, elle le détruit. Notre démocratie rassemble, et nous l'avons démontré à maintes reprises. Lorsque nous prenons la rue et érigeons des piquets de grève, c'est cette démocratie qui respire. C'est une démocratie *d'ensemble*.

Leur vision, leur démocratie, ils et elles la disent représentative: on se demande bien qui elle représente. Elle ne se vit qu'une fois par quatre ans et ne sert trop souvent qu'à changer les visages. Élection après élection, les décisions restent les mêmes et servent les mêmes intérêts, préférant les doux murmures des lobbys au tintamarre des casseroles. Quand se fait entendre la grogne populaire, on applique des lois spéciales et on nous impose les bâtons, le poivre et les gaz lacrymogènes. Lorsque l'élite se sent menacée, elle trahit les principes qu'elle dit défendre: leur démocratie ne fonctionne que lorsque nous nous taisons.

Pour nous, les décisions démocratiques doivent être le fruit d'un espace de partage au sein duquel chaque homme et chaque femme est valorisé-e. Égaux dans ces espaces, ils et elles peuvent, ensemble, construire le bien commun.

Nous avons compris que le bien commun dépend d'un accès égal aux services publics, et l'égalité dans les services publics porte un nom: la gratuité.

La gratuité n'est pas seulement une absence de prix, c'est l'abolition des barrières économiques à l'accès à ce qui nous est le plus précieux collectivement. C'est l'abolition des entraves à la pleine réalisation de notre humanité. La gratuité, c'est payer *ensemble* ce que l'on possède *ensemble*.

À l'inverse, la tarification - la «juste part» - est une discrimination invisible. Sous le couvert du principe soi-disant consensuel d'«utilisateur-payeur», on impose en fait une surtaxe à ceux qui sont déjà les plus négligés. En quoi est-ce juste de demander le même montant pour franchir les portes d'un hôpital à un avocat et à un emballeur? Ce qui, pour un, est un montant minime est pour l'autre un fardeau

insupportable.

Et ce fardeau, nous le portons tous et toutes, que l'on soit aux études ou non: c'est l'un des enseignements de notre grève. Nous sommes des locataires, nous sommes des travailleuses et des travailleurs. Nous sommes des étudiantes et étudiants internationaux laissés pour compte par des services publics discriminants. Nous sommes de toutes les origines et tant que la couleur de la peau ne sera pas aussi banale que la couleur de yeux, nous subiront nous aussi le racisme ordinaire, le mépris et l'ignorance. Nous sommes des femmes et si nous sommes féministes, c'est parce que nous vivons le sexisme au quotidien et les revers du système patriarcal et que nous combattons les préjugés les plus tenaces. Nous sommes gays, *straight*, bisexuelles, et nous le revendiquons. Nous n'avons jamais été une couche séparée de la société. Notre grève n'est pas contre le peuple.

Nous sommes le peuple.

Notre grève dépasse la hausse des frais de scolarité de 1625\$. Si on nous dépossède des droits les plus fondamentaux en mettant nos institutions scolaires sur le marché, il en va aussi des hôpitaux, d'Hydro-Québec, de nos forêts, de notre sous-sol. Plus encore que les services publics, nous partageons des espaces de vie. Ils étaient là avant nous, et nous voulons qu'ils nous survivent.

Or, la convoitise d'une poignée de gens, redevables à personne, est en train de ravager ces espaces en toute impunité, du Plan Nord au gaz de schiste. Pour ces gens dont la vision se réduit au profit du prochain trimestre, la nature n'a de valeur que mesurée en retombées économiques. Capricieux et avides, ils n'ont d'yeux que pour leurs actionnaires lointains, myopes qu'ils sont à la beauté du bien commun. Pour se satisfaire, cette clique procède de manière coloniale, sans consulter personne. Loin des caméras, pauvres et donc facilement oubliées, les femmes autochtones sont les premières victimes de cette vente à rabais.

Heureusement, les peuples autochtones, déportés par chaque nouvelle prospection, résistent à ce vol continu. Si certains projets d'exploitation sauvage ont pu être mis sur pause, c'est parce que des femmes et des hommes ont osé les défier. Ils et elles ont su résister à ce pillage des ressources, malgré les discours catastrophistes affirmant que notre survie économique dépend de l'exploitation rapide, à tout prix, de notre sous-sol.

Ensemble, nous serons toutes et tous affectées par le gaspillage des ressources parce que nous nous soucions de des peuples avec qui nous partageons tous ces espaces et de celles et ceux qui viendront après nous. Nous voulons penser mieux, nous voulons penser plus loin.

Voilà le sens de notre vision, l'essence de notre grève. Une action collective qui dépasse les intérêts étudiants, qui ose revendiquer un monde différent, loin d'une soumission aveugle à la marchandisation. Celle des individus, de la nature, de nos services publics: une même petite élite vend tout ce qui nous appartient. Pourtant, nous le savons: les services publics ne sont pas des dépenses inutiles, ni des biens de consommation.

Ensemble, nous avons réalisé que notre sous-sol ne se mesure pas en tonnes de métaux et que le corps d'une femme n'est pas un argument de vente. De la même manière, l'éducation ne doit pas être vendue,

elle doit être offerte à tous et à toutes, sans regard leur statut d'immigration et à leur condition. Une éducation pour nous, une éducation qu'ensemble nous partagerons.

Parce que l'éducation est un apprentissage de l'humanité, et que l'humanité ne se soumet pas à la compétitivité économique, nous nous refusons à ce que nos écoles se plient aux poids des portefeuilles. Ensemble, nous voulons une école égalitaire qui brise les hiérarchies et qui menace ceux et celles qui croient pouvoir nous diriger en toute sécurité.

En mettant à la disposition de toutes et tous les ressources nécessaires au plein développement de leurs capacités, nous pourrions créer une société où l'organisation de la vie en commun et la prise de décision se font collectivement. C'est le cœur de notre vision. L'éducation n'est donc pas une branche de l'économie, ni un service de formation à court terme. Cette racine de tous les savoirs permet de paver la voie à l'émancipation de toute une société, une éducation libératrice qui jette les bases de l'autodétermination.

Nous pensons qu'en tant que lieu de partage d'un savoir universel, l'éducation doit abolir toute forme de discrimination et de domination fondée sur le genre. Il s'avère pourtant qu'être femme dans ce système est tout aussi difficile qu'être femme en société. Croire que la reproduction de statuts inégalitaires est absente de l'école est un leurre. Nous sommes écœuré-e-s de voir que les professions traditionnellement féminines sont moins valorisées en société et sont encore étudiées majoritairement par des femmes. Nous sommes nombreuses dans les salles de classe de baccalauréat, mais combien d'entre nous gravissent les plus hautes marches de l'escalier universitaire?

En opposition à ce maintien des discriminations envers les femmes et les personnes mises de côté par la société, nous souhaitons que l'éducation soit réellement un lieu d'égalité et de respect des différences. Nous la vivons comme un lieu d'épanouissement universel.

Si nous avons choisi la grève, si nous avons choisi de nous battre pour ces idées, c'est pour créer un rapport de force, seul mécanisme nous permettant de peser dans la balance. *Ensemble*, nous sommes capable de beaucoup: mais il nous faut parler, et il nous faut parler fort. L'histoire démontre, de façon éloquente, que si nous choisissons l'espoir, la solidarité, et l'égalité, nous ne devons pas quémander, nous devons prendre. Voilà ce qu'est le *syndicalisme de combat*. Alors que partout fleurissent de nouveaux espaces démocratiques, il faut les utiliser pour constamment penser un monde nouveau. Nous ne versons pas dans la déclaration de principes, mais dans l'action: si nous faisons aujourd'hui un appel à la grève sociale, c'est pour rejoindre demain l'ensemble de la population québécoise dans la rue.

Ensemble, construisons à nouveau.
Nous sommes avenir.